

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Mairie de La Turbie
Hôtel de Ville
Avenue de la Victoire
06320 La Turbie



Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Objet du marché :

Restauration de la Chapelle Saint-Jean-Baptiste

TRANCHE 1 : charpente et couverture

ARTICLE 1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché concerne les travaux de restauration de la toiture de la Chapelle Saint-Jean-Baptiste et uniquement les travaux liés à cette toiture.

Les descriptions techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) qui décrit les travaux de restauration de la toiture.

1.2 Lieu d'exécution des travaux

Place Saint-Jean

06320 LA TURBIE

1.3 Décomposition du marché

Le présent marché n'est pas décomposé en lot.

1.4 Options

Aucune option prévue au marché.

1.5 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le choix du candidat du présent marché sera déterminé 2^{ème} semestre 2026 pour un début de travaux prévu avant fin 2026.

ARTICLE 2. PARTIES CONTRACTANTES

2.1 Pouvoir adjudicateur

Le présent marché est conclu au nom de la Commune de LA TURBIE

Hôtel de Ville

Avenue de la Victoire

2.2 Le titulaire

Le présent marché est conclu avec le titulaire désigné dans l'Acte d'Engagement.

2.3 Suivi des prestations

Partie Administrative :

Service des finances

Hôtel de Ville

Tel : 04.92.41.51.61

Mail : finance.rh@ville-la-turbie.fr

Partie technique : Maîtrise d'œuvre

Monsieur Jean GEITNER

Architecte DPLG Architecte du Patrimoine

Résidence Le Délos

611 Avenue Victor Hugo

83600 FREJUS

Mail : missgeit@architectur.fr

Les entreprises s'engagent à communiquer au contrôleur tous les documents nécessaires à l'exécution de la mission de contrôle, en temps utile.

ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3.1 Pièces particulières dans l'ordre décroissant :

- ☐ L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles
- ☐ Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).
- ☐ Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- ☐ Le dossier technique PRO DCE
- ☐ Le cadre de décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- ☐ Le mémoire technique

L'exemplaire original de ces documents particuliers, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, seul fait foi. Le titulaire s'engage à exécuter le marché public conformément auxdits documents.

En cas de contradiction entre deux ou plusieurs plans, ceux dressés à la plus grande échelle auront la priorité.

3.2 Pièces générales

- ☐ Le cahier des clauses générales (C.C.A.G. et C.C.T.G.) applicables aux marchés de travaux.
- ☐ Tous les textes législatifs, lois, décrets, arrêtés, règlements en vigueur à la date de signature du présent marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Ne constitue pas une dérogation aux CCTG ou CCAG l'adoption, sur un point déterminé, de stipulations différentes de celles qu'indiquent ces cahiers lorsque, sur ce point, ceux-ci prévoient expressément la possibilité pour les marchés de contenir des stipulations différentes.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour la durée des travaux fixée à 3 mois + 2 semaines de phase préparatoire. Un calendrier détaillé d'exécution sera élaboré par le candidat, un planning prévisionnel est proposé par la maîtrise d'œuvre.

Après acceptation par les entreprises, le calendrier détaillé d'exécution sera rendu contractuel et servira de référence pour l'application des pénalités prévues ci-après.

Le délai global d'exécution commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service général prescrivant de commencer l'exécution des travaux.

Au cours du chantier et avec l'accord des différentes entreprises concernées, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global fixé de l'acte d'engagement.

ARTICLE 5. PRIX DU MARCHÉ

Les prix sont établis en euros et en tenant compte :

- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (S.P.S.), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.
- Des sujétions qui peuvent se produire au cours du chantier, compte tenu de la période

d'exécution, de telle façon que les ouvrages soient livrés prêts à être utilisés et à l'entrepreneur à évaluer les moyens matériels et humains à mettre en œuvre pour respecter les délais impartis dans le respect des lois sociales en vigueur au moment des travaux.

Les prix sont fermes et traités à prix global et forfaitaire non révisables, non actualisables.

Le taux légal de la taxe applicable au montant global du marché sera celui en vigueur au moment de la facturation.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer à l'entrepreneur une marge pour risques et bénéfices.

L'entrepreneur est réputé :

- Avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Il reconnaît avoir notamment, avant la remise de son acte d'engagement, pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de dessertes en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Avoir pris connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux.
- Avoir contrôler toutes les indications des documents du marché, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes.
- S'être entouré de tout renseignement complémentaire auprès du Maître d'ouvrage et auprès des services publics ou de caractère public (Assainissement, EDF/GDF, téléphone, etc....).

Les prix du lot est réputé comprendre, outre les dépenses afférentes à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot, la marge du titulaire auquel le lot est assigné, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines prestations.

Quantitatif, descriptif et prix :

Les quantités données dans la D.P.G.F. (*Décomposition de Prix Globale et Forfaitaire*) le sont à titre indicatif pour faciliter la compréhension et la mise à prix par l'entreprise. TOUTEFOIS comme son nom l'indique, cette décomposition de prix est globale et forfaitaire. Il appartient donc à l'entreprise de vérifier les quantités et au besoin adapter son prix en précisant dans une note à part sa démarche.

Le descriptif des travaux n'est pas forcément exhaustif et il appartient à l'entreprise de réaliser les travaux dans les règles de l'art avec une obligation de résultat.

Les prix estimés par l'entreprise dans sa D.P.G.F. sont fermes et définitifs et sont la seule référence pour l'application de sa facturation sur situations mensuelles et pour son décompte final et définitif.

Tous travaux supplémentaires éventuels seront soumis à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre sur la base des prix de l'entreprise indiqués dans sa DPGF ou par analogie à ses prix, et approuvés par la Maîtrise d'ouvrage sur Ordre de Service.

L'entreprise se doit de mettre à prix la D.P.G.F. sans aucune modification ni ajout, d'une colonne "quantité entreprise" par exemple, et ce pour garantir l'équité entre tous les candidats.

ARTICLE 6. PAIEMENT

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglé comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux réellement exécutés pour les marchés à prix forfaitaire ou selon les quantités estimées ou réellement exécutées pour les marchés à prix unitaire. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement au Maître d'œuvre pour le 25 de chaque mois. Ces demandes s'appellent situations de travaux, elles seront numérotées, datées et identifiées portant la signature du titulaire.

Le mode de règlement est le mandat administratif.

Le délai global de paiement maximum est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture établie à l'issue des travaux.

Depuis le 1er Janvier 2020, la transmission électronique des factures doit se faire pour TOUTES LES ENTREPRISES via le portail de facturation CHORUS tel que prévu à l'article 2 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014.

Conformément à l'article 2 de ladite ordonnance, cette transmission est obligatoire (y compris pour les contrats en cours d'exécution)

Les factures sont envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé CHORUS PORTAIL PRO mis à disposition par l'État à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour information, le numéro SIRET nécessaire à l'utilisation de ce portail est :

Mairie de la Turbie : SIRET n° 210 601 506 00012

Sous-traitance :

En complément des dispositions du Code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Conformément à l'article L.2193-2 du Code de la commande publique, seule une partie des prestations du marché peut être sous-traitée.

Il est interdit au titulaire de sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sans avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire reste responsable envers le pouvoir adjudicateur du parfait accomplissement de toutes les clauses et conditions du marché.

Pour chaque sous-traitant désigné dans l'offre, le soumissionnaire devra joindre les renseignements/documents listés à l'article R.2193-1 du Code de la commande publique. A cet effet il utilisera l'annexe proposée dans l'acte d'engagement ou l'imprimé DC4 du ministère de l'économie et des finances, qu'il annexera à son acte d'engagement. Le titulaire complètera une annexe/DC4 par sous-traitant.

Si la demande de sous-traitance est présentée en cours d'exécution du marché, le titulaire respectera les modalités de présentation de la demande qui sont précisées à l'article R.2193-3 du Code de la commande publique.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont définies aux articles R2193-1 et R2193-22 du code de la commande publique.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600€ TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le maître d'ouvrage, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Co-traitants :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir du décompte afférent à ce cotraitant.

ARTICLE 7. RETENUE DE GARANTIE

Le montant de la retenue de garantie est fixé à cinq pour cent (5%) du montant du marché du lot unique, charpente et couverture.

La restitution de ces garanties sera effectuée un an après la date de réception sans réserve des travaux. Elle sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants éventuels. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont réservés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

ARTICLE 8. ETUDES D'EXECUTION

Les études d'exécution réalisées par les entreprises seront soumises à la Maîtrise d'œuvre pour visa avant tout début d'exécution.

ARTICLE 9. ORDRE DE SERVICE

Conformément aux dispositions des articles 2 et 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service seront préparés, datés et signés par le Maître d'œuvre, approuvé par le Maître d'ouvrage qui les notifiera au titulaire.

Les ordres de services relatifs à l'augmentation du montant des travaux sont conditionnés à la décision préalable du Maître d'ouvrage (article 14 du CCAG).

ARTICLE 10. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et de protection des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

ARTICLE 11. OBLIGATIONS LIEES AU CODE DU TRAVAIL

Le titulaire a l'obligation d'informer le maître d'ouvrage en cas d'emploi de travailleurs détachés et de transmettre les déclarations préalables de détachement avant le début des prestations conformément à l'article L1262-4-1 du Code du travail.

La même obligation s'impose en cas de recours à des sous-traitants en cours d'exécution.

ARTICLE 12. PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

ARTICLE 13. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage. En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 14. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION PROPRES AUX DIFFERENTS LOTS.

La prolongation des délais d'exécution doit faire l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur. En vue de l'application éventuelle du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui constaté pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite :

| Nature du phénomène | Intensité limite |
|---------------------|--|
| Gel | -4 °C à 8 heures. Pour les travaux de bétonnage : température minimale 0° |
| Pluies persistantes | Durée des précipitations continues : 30 m/m par jour de 8 heures à 18 heures. |
| Vent | 80 km/h 12 heures |
| Neige | 100 mm de 8 heures à 12 heures |

Pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux dûment constatée par le maître d'œuvre.

ARTICLE 15. DROIT, LANGUE, MONNAIE

En cas de différends ou de litiges non résolus à l'amiable, c'est le Tribunal Administratif de Nice qui sera compétent en faisant application exclusivement du présent marché et des textes français.

Le titulaire fournira tous les documents nécessaires à l'exécution du marché en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change.

ARTICLE 16. RESILIATION

Seules les stipulations du CCAG travaux 2021, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

ARTICLE 17. PÉNALITÉS

Les pénalités applicables sont celles prévues au CCAG travaux 2021 sauf dérogations ci-dessous.

Les pénalités seront déduites des situations présentées par les entreprises, dès la constatation du non-respect des stipulations contractuelles.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 euros sur l'ensemble du présent marché.

17.1- Non-respect du CCTP ou du mémoire technique

Description de la pénalité : Non-respect d'un article du CCTP ou d'un engagement pris dans le mémoire technique

Forme et montant : 100 € par manquement constaté

Observations : le titulaire du marché sera invité par le Maître d'ouvrage, après constat du Maître d'œuvre, à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les éléments non respectés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire ne sont pas satisfaisantes, les pénalités s'appliquent.

17.2- Non-respect des règles de sécurité et de propreté du chantier

Description de la pénalité : Non-respect des règles de sécurité et de propreté du chantier

Forme et montant : 200 € par manquement constaté et par jour calendaire

Observations : sur simple constatation et sans mise en demeure préalable.

17.3-Absence à une réunion de chantier

Les rendez-vous de chantier auront lieu régulièrement, au jour et à l'heure fixée par le Maître d'Œuvre. Toute entreprise convoquée à un rendez-vous de chantier est tenue d'y assister ou de se faire représenter par une personne compétente, capable de prendre des décisions et d'engager l'entreprise. Lors de la première réunion de chantier, un jour et une date fixe seront choisis en présence des entreprises titulaires.

Forme et montant : 200 € par manquement constaté

Observations : sur simple constatation et sans mise en demeure préalable

17.4-Retard dans l'exécution des travaux

Le calendrier d'exécution joint au marché et établi pendant la période de préparation est formel et constitue un document contractuel.

Le marché des travaux devra donc être rigoureusement conforme à ces indications tant en ce qui concerne les délais partiels que le délai global.

Forme et montant : 1/1000 du montant hors taxe de l'ensemble du marché par jour calendaire de retard, sauf cas de force majeure.

Cas de force majeure :

Les cas de force majeure devront être signalés par écrit au maître d'œuvre avec copie au maître d'ouvrage dans un délai de deux (2) jours au plus après l'évènement.

Dans ce cas, les travaux pourront être suspendus ou prolongés pendant un certain délai par le maître de l'ouvrage.

Ne sont pas considérés comme éléments de force majeure :

Le fait que le délai indiqué au marché soit insuffisant pour réaliser l'ouvrage (car il appartient à l'entrepreneur d'apprécier le délai nécessaire avant de s'engager),

Les difficultés d'exécution de ces travaux,

Les retards de livraison des fournisseurs,

Les difficultés d'approvisionnement,

L'évènement qui ne rend pas l'exécution matériellement impossible mais qui la rend simplement plus onéreuse.

Observations : le titulaire du marché sera invité par le Maître d'ouvrage, après constat du Maître d'œuvre, à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités de retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

17.5-Pénalité pour absence à la réception des ouvrages exécutés

Toute entreprise non représentée ou non excusée le jour de la réception des ouvrages exécutés se verra appliquer une pénalité de 200 €.

17.6-Travail illégal

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, il encourt une pénalité dans la limite de 10% du montant du marché initial et dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

17.7-Delais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur devront être remis au Maître d'Œuvre, 2 (deux) mois au plus tard après la notification de la décision de réception des travaux. En cas de retard, une retenue égale à 0,5 % (un demi pour cent) du montant du marché TTC sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur avec un minimum de **200 € TTC**.

17.8-Pénalité pour non remise de document demandé par le MO, le CT, CSPS ou le MOE

Description de la pénalité : Non-remise de document d'exécution de quelque nature que ce soit, de chiffrage complémentaire pour travaux complémentaires non remis avant leur exécution et leur validation, de fiche technique, de PPSPS, du DOE... (liste non exhaustive)

Forme et montant : 200 € par manquement constaté et par jour calendaire

Observations : La pénalité forfaitaire est appliquée après mise en demeure du titulaire restée sans effet.

ARTICLE 18. CLAUSES DEROGATOIRES AU CCAG TRAVAUX 2021

Le présent CCAP déroge au CCAG Travaux pour les clauses suivantes :

- Article 3 du CCAP dérogeant à l'article 4 du CCAG concernant les pièces contractuelles.
- Article 17 du CCAP dérogeant à l'article 19 du CCAG concernant les pénalités.

Nom de l'entreprise, date et signature :

Entreprise :

A, le/...../2026.
